

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 42 - 1 FRANC - 16-2-1972

**LE VRAI SENS DE
L'AFFAIRE
CHABAN**

REPUBLIQUE OU MONARCHIE

**REPONSE DE
JEAN-FRANÇOIS CHIAPPE, historien**

Chaban, avoir fiscal et groupes de pression

Chaban a-t-il tenté de se soustraire au paiement de l'impôt et dans quelles conditions ? Développée depuis quelques semaines, la polémique autour de ce qui n'était au départ qu'un fait divers rebondit de jour en jour. La personnalité du principal intéressé en a fait une affaire d'Etat. Certains n'hésitent pas à s'interroger aujourd'hui sur un éventuel remplacement du Premier Ministre.

Le cas personnel de celui-ci ne nous intéresse pas en lui-même. Que le deuxième personnage de l'Etat ait cherché à tourner la loi ou à bénéficier au maximum des possibilités que certaines législations particulières offrent quelquefois, n'est pas l'aspect le plus important de l'événement. Le fait capital, c'est que ce résultat a été obtenu par l'application normale d'une règle démocratique.

La démocratie, paraît-il, c'est l'égalité, celle-ci étant la condition de la justice. Mais les Français qui s'indignent un peu rapidement de l'inégalité fiscale révélée par le cas du Premier Ministre oublient l'origine de celle-ci. L'avantage dont a profité Chaban n'a nullement paru scandaleux lorsqu'il a été institué voici seulement six à sept ans. Au contraire, il fut présenté à l'époque comme une mesure destinée à encourager

les investissements des détenteurs de capitaux, considérés alors comme défavorisés. Sur la pression de ces derniers et de leurs représentants, la mesure incriminée fut prise en leur faveur. Son bien-fondé ne fut même pas examiné. Du moment qu'un groupe de pression provoquait de l'agitation politique, il « fallait le satisfaire » à n'importe quel prix, coûte que coûte.

Telle est la leçon fondamentale que nous donne ce « fait divers ». Bien qu'apparemment soucieuse d'égalité, la démocratie politique est en réalité génératrice d'injustices profondes car les décisions prises en son nom émanent de la volonté des groupes de pression. L'avoir fiscal n'est qu'un exemple parmi tant d'autres, tels que la loi Edgar Faure, les colis de Noël aux prisonniers, l'urbanisme sauvage, les maisons de la culture, le lobby des céréaliers, etc.

Selon l'ampleur des revendications, la puissance du groupe qui les exprime et surtout les incidences électorales susceptibles d'en résulter, la politique des pouvoirs publics varie et louvoie sans se soucier des incohérences et des contradictions permanentes que ce jeu lui impose. Pendant le même temps, la France vit sans être gouvernée efficacement. Jusqu'à quand le tolérerons-nous ?

N.A.F.

Télévision : les habiletés de Giscard

Jeudi dernier, M. Giscard d'Estaing a réussi un brillant numéro à la télévision sur l'avoir fiscal. Son intervention arrivait au moment où l'analyse de la feuille d'impôt de M. Chaban-Delmas plonge dans une perplexité scandalisée les Français. Giscard s'est bien gardé de limiter là le débat. Le nom du Premier Ministre a été à peine prononcé et son adjoint aux Finances s'est situé d'emblée au niveau de l'analyse du système fiscal français. Clair, brillant, à l'aise devant le tableau noir pour expliquer les subtilités de l'avoir fiscal, il a séduit et charmé. Il est vrai qu'il bénéficiait de la présence de merveilleux repoussoirs en la présence de MM. Fillioud et surtout Bourguin, dont la nullité technique et l'indigence intellectuelle étaient éclatantes.

De la sorte, Giscard, qui n'est pas compromis dans l'affaire Chaban, s'est donné le beau rôle et a renforcé sa réputation de sérieux et d'intelligence.

Nous l'approuvons lorsqu'il pose le problème sur le plan des structures. Peu nous importe que Chaban ait ou non fraudé le fisc. Après tout, Mazarin, grand serviteur du pays, était aussi un prévaricateur notoire. Il est secondaire qu'un ministre détourne quelques millions ou milliards si dans le même temps il fait une politique qui permet l'enrichissement et le développement harmonieux du pays. C'est sur ce terrain que nous de-

vons nous battre, en excitant cette « envie » qui est, nous le rappelle Maurice Clavel, le principal ressort de la société de consommation actuelle.

Et Dieu sait si les arguments de fond ne manquent pas !

L'exposé de Giscard, si brillant soit-il, est en effet passé à côté des problèmes fondamentaux. Il n'a pas expliqué comment le régime républicain peut se justifier lorsqu'il réussit le tour de force à rebours de faire coexister une idéologie officielle qui entache de suspicion systématique le profit et la richesse (encore une belle illustration de l'envie), et une pratique politique qui le fait composer avec tous les groupes de pression financiers légitimes ou non, quitte à céder sans plus de réflexion à leurs mouvements d'humeur.

Il n'a pas non plus expliqué pourquoi l'avoir fiscal accordé en catastrophe en 1965 pour sortir la Bourse de son marasme n'a pas produit le résultat escompté. Il est vrai qu'il lui aurait fallu avouer que l'Etat bureaucratique s'ingénie à drainer l'épargne vers les secteurs publics ou para-publics dans le même temps qu'une technocratie tâtilonne brime l'industrie privée... tout en se révélant incapable d'infléchir son action dans une autre direction que celle — consternante — de la promotion d'une société de consommation.

Incohérente et tyrannique, brouillonne et inefficace, la machine démocratique, avec ou sans Giscard, continuera tant qu'elle existera de compromettre et la croissance quantitative de l'économie et le développement qualitatif de la société.

Arnaud FABRE.

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

Restauration nationale

édité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs,
Paris-1^{er} - Tél. : 742-21-93

Abonnement un an : 35 francs
Abonnement soutien : 70 francs
C.C.P. NAF, Paris 642-31

Directeur de la publication :
YVAN AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e

EUROPE DANGER

A l'occasion de la visite de M. Brandt à Paris, le Président de la République a prononcé jeudi dernier un grand discours européen. Il a affirmé que face à l'Amérique le moment était venu de « prouver notre volonté européenne » et de s'engager dans la voie de l'union économique et monétaire. Puis il a exalté la coopération franco-allemande qui « doit devenir une des bases solides d'une Communauté européenne non pas seulement élargie mais renforcée ». Paroles de circonstance et de courtoisie à l'égard de son hôte allemand ? Sans doute M. Pompidou a-t-il l'habitude du propos facile ne correspondant pas à des sentiments profonds. Il serait cependant présomptueux de ne voir rien d'autre dans le discours de jeudi dernier.

Le chef de l'Etat se rend compte que l'ensemble des mécanismes de la « Communauté » européenne sont dérégulés, voire détruits. Le « chacun-pour-soi » de l'été dernier, au moment de la crise monétaire, l'a suffisamment prouvé. La crainte de l'isolement au moment où les U.S.A. s'affirment comme

l'impérialisme numéro 1 en Europe occidentale le pousse à rechercher une entente avec la Grande-Bretagne et l'Allemagne. A priori la manœuvre n'est pas absurde, à condition que nous restions maîtres de notre jeu. Or, la relance de l'idéologie européenne que le discours présidentiel ne manquera pas de susciter, aliène notre liberté en recréant une simili-dynamique communautaire et en flattant les euromaniacs français du Centre (rallié ou non à la majorité). C'est d'autant plus aventureux que rien ne dit que les Allemands ne préféreront pas au bout du compte une entente directe simultanément avec les Russes et les Américains.

Se mettre de la sorte en position d'infériorité diplomatique vis-à-vis d'un voisin puissant et incertain, européen uniquement parce qu'il y voit une carte à jouer pour réaliser sa volonté de puissance, montre bien le manque de sérieux et de continuité dans la pensée qui caractérise notre régime.

Paul MAISONBLANCHE.

LES RÉALITÉS ALLEMANDES

La presse française a accueilli l'accord franco-allemand avec la frénésie de ceux qui voient un vieux rêve réalisé : enfin l'Europe va voir le jour ; foin de ces pessimistes et de leur crainte d'une Europe allemande ! les communiqués officiels ne sont pas en reste qui parlent déjà d'unification politique. Quand le chancelier Brandt parle d'Europe européenne, la tautologie vise à remplacer « allemand » par européen... mais n'est-ce pas la même chose ?

Les commentateurs placent sur le même rang les deux partenaires en affectant de croire que notre puissance politique et économique vaut bien celle de la République fédérale ; alors que le rapport de force varie en réalité du simple au double. Il suffit pourtant de laisser parler les chiffres pour mesurer l'étendue de notre faiblesse. En dix ans, l'Allemagne est devenue l'une des trois nations à puissance économique mondiale avec les U.S.A. et le Japon. Déjà l'Allemagne est le deuxième pays exportateur du monde, et demain elle sera sans doute à la première place si le Japon ne la lui prend pas. Sur les marchés mondiaux se déroule une lutte à trois d'où la France est exclue sans espoir immédiat d'y prendre part. L'impérialisme économique allemand assure déjà dans le cadre de la C.E.E. le contrôle de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg.

Le simple écart de chiffre des deux populations suffit à faire réfléchir : 51 millions de Français font face à 60 millions d'Allemands groupés dans un espace qui arrive à peine à la moitié de la superficie française. Ajoutons à ce chiffre qui fait de l'Allemagne fédérale le pays le plus peuplé d'Europe occidentale les 17 millions

d'habitants de la R.D.A. L'avantage démographique n'est pas le seul dont puisse disposer l'Allemagne : en 1960, les exportations allemandes étaient déjà le double des exportations françaises. En 1972, si la proportion n'a pas changé, le chiffre a quadruplé : de 11 milliards de dollars à 42 milliards pour l'Allemagne, alors que les exportations françaises arrivent à peine à 22 milliards. Quant au produit national brut (P.N.B.), critère habituel des économistes pour mesurer la puissance économique d'une nation, il est de 240 milliards de dollars pour la République fédérale et de 185 milliards seulement pour la France. Sans pour autant céder à la manie contemporaine des chiffres, le simple énoncé de ceux-ci permet de tirer des conclusions défavorables quant à la puissance réelle de la France. Certains analystes mettent leurs espoirs sur une croissance économique française accélérée d'ici 1980, croissance qui permettrait de réduire l'écart entre les deux nations ; espoir bien faible si l'on en juge par les prévisions des spécialistes qui tiennent pourtant compte d'un développement sans heurt pour la France : en 1980, le P.N.B. allemand devrait atteindre 550 milliards de dollars, soit 50 % de plus que celui de la France. M. Christian Goux, dans le *Figaro*, estime que le bloc France-Grande-Bretagne serait du même ordre de grandeur que celui de l'Allemagne. On ne peut mieux avouer la faiblesse de la position française. Des observateurs plus optimistes mettent l'accent sur l'harmonisation des positions politiques qui rejeterait ainsi les divergences économiques au second plan. C'est ne pas tenir compte des répercussions de l'économie sur le politique. Nous sommes convaincus que la

puissance économique allemande n'est que le moyen privilégié de lui faire retrouver sa puissance politique, voire sa puissance militaire ; et toutes les déclarations apaisantes de M. Willy Brandt ne servent qu'à couvrir cet objectif. Un autre exemple international nous est fourni par le Japon qui pratique le réajustement des positions politiques aux positions économiques. M.M. Brandt et Pompidou conviennent d'ailleurs que « l'harmonisation » (?) des deux économies doit servir de pivot à l'unité politique. Ceci dit, le mythe de l'alliance « étroite et solide » des deux pays doit être dénoncé : l'Allemagne n'a pas besoin de la France, ni sur le plan économique (les chiffres le confirment), ni sur le plan politique, où M. Brandt a pratiqué sa politique à l'Est selon les critères de la tradition allemande : les transactions commerciales avec l'Est sont le prélude à la réunification par étapes des deux Etats allemands et la clé de cette réunification n'est pas à Paris, mais à Moscou et à Pankow. Dès aujourd'hui, l'Allemagne fédérale est le premier Etat d'Europe occidentale : dominateur économique sur trois des pays de la C.E.E., en position de force devant la France, en dialogue étroit avec l'Est : les trois conditions d'une domination politique sont réunies. Les négociations Pompidou-Brandt n'ont marqué qu'une étape vers cette domination, dont l'unité européenne ne constitue qu'un moyen. Dès lors, le détail des négociations importe peu ; seul compte ce fait : le partenaire d'aujourd'hui sera le maître de demain, ou la France aura changé de régime et de politique extérieure.

Axel ALBERG.

Enseignement : le pourrissement larvé

L'enseignement demeure décidément le talon d'Achille du régime en même temps que le plus beau symbole de ses contradictions et de sa putréfaction. Le désarroi latent dans les lycées s'était traduit voici quelques mois par des suicides d'enseignants désespérés de voir leur univers mental s'effondrer dans la grande liquéfaction de l'Université. A l'inverse, certains professeurs « gauchistes » sont maintenant l'objet de sanctions — pouvant aller jusqu'à la révocation — parce qu'ils trouvent que la remise en question du système ne va pas assez loin.

LE GAUCHISME PÉDAGOGIQUE

La thèse de ces « gauchistes pédagogiques », pour reprendre l'expression de F. Gaussen (1), est la suivante : l'enseignement actuel est essentiellement destiné à transmettre l'idéologie dominante de la bourgeoisie et à fournir de la main-d'œuvre à la société capitaliste. La prétendue égalité des chances entre enfants des différentes classes sociales est un mythe : dès le cours moyen 2^e année, 64 % des fils d'ouvriers ont au moins un an de retard et un tiers seulement de ceux qui entrent en 6^e arrive en faculté. Cette sélection par l'échec correspond à la volonté des technocrates qui souhaitent, si l'on en croit les propositions faites par la Commission scolaire du VI^e Plan, avoir en main-d'œuvre 24 % de manœuvres non qualifiés (correspondant aux 25 % de membres d'une tranche d'âge quittant l'école à 16 ans, en fin de scolarité obligatoire), 43 % d'ouvriers qualifiés (40 % des jeunes quittent l'école à la fin du deuxième cycle court, après passage le plus souvent dans un C.E.T.), et 33 % de techniciens, cadres moyens et supérieurs (15 % des lycéens s'arrêtent après le baccalauréat, 20 % entrent dans le supérieur).

L'élimination en cours de route de ceux qui sont voués aux tâches subalternes est rendue possible grâce au contenu de l'enseignement trop abstrait et intellectualiste, donc fait pour des fils de bourgeois cultivés. Ceux qui peuvent suivre sont d'ailleurs conditionnés par le maintien des structures hiérarchiques caporalisées. Il convient donc, disent les enseignants gauchistes, de remettre en question dans les cours tous les tabous officiels : M^{lle} Cluchague (révoquée) et M^{lle} Cappe (suspendue trois ans), professeurs de philosophie, faisaient des cours non seulement très politisés, mais fortement axés sur les problèmes d'éducation sexuelle, tandis que le professeur Morali, de Vincennes, faisait rédiger à ses élèves des dissertations pornographiques sur le thème de la comparaison entre l'examen et l'onanisme.

Par ailleurs, les « gauchistes pédagogiques » rejettent l'ensemble des rapports hiérarchiques, pratiquent le tutoiement avec les élèves et se refusent à admettre le contrôle des inspecteurs généraux qualifiés par eux de mesure d'inquisition policière et dénoncé en outre comme pédagogiquement inepte. Leur position est bien résumée par le tract distribué par M^{lle} Cappe à Saint-Cloud et déclarant : « Je suis un prof,

je suis un flic, j'en ai marre », ou par ce manifeste signé par vingt-quatre enseignants se terminant par : « Ni embastilleurs de fous, ni pourchasseurs de drogués, nous sommes avec les barbares. »

Et face à l'enseignement bourgeois, les contestataires de gauche appellent de leurs vœux un enseignement socialiste grâce auquel la distinction entre travailleurs manuels et travailleurs intellectuels disparaîtra pour faire place à l'homme générique marxiste pluridisciplinaire et omnivalent.

Cette contestation gauchiste présente le triple caractère d'être un constat lucide de la faillite de notre système éducatif, de fournir un diagnostic partiel des causes du mal... et des solutions totalement aberrantes dérivées d'une idéologie qui est l'aboutissement et le dépassement de celle de l'école « bourgeoise ».

UNE CONTESTATION INSUFFISANTE ET ERRONÉE

Il est incontestable que l'enseignement français est depuis des décennies une gigantesque machine à gâcher les intelligences et l'avenir des jeunes Français, la loi Faure n'ayant joué que le rôle d'accélérateur. Il est non moins indéniable que les enfants des milieux modestes affrontés à un enseignement pour lequel ils ne sont pas préparés, sont rejetés vers des classes poubelles style 6^e de transition, ou vers des C.E.T., le plus souvent fort mal équipés. Mais on peut noter que les étudiants ne sont guère mieux pourvus puisqu'un tiers d'entre eux seulement obtiennent la licence ou un diplôme équivalent, et qu'à l'heure actuelle on évalue entre 20.000 et 50.000 le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur qui ne trouvent pas preneurs sur le marché du travail.

La cause véritable de cette faillite, en effet, ne réside pas tellement dans l'influence du capitalisme bourgeois, mais dans celle de la démocratie qui sclérose l'enseignement

par sa structure centralisée, qui en dévore les finalités par son idéologie.

L'Education nationale est devenue un monstre bureaucratique. La volonté manifestée par l'Etat républicain de contrôler étroitement l'intelligence française se traduit par la constitution de cet énorme corps de huit cent mille fonctionnaires dépendant entièrement de la machinerie compliquée de la rue de Grenelle. L'absence d'autonomie véritable au niveau des établissements entraîne l'irresponsabilité la plus complète à tous les niveaux et l'incohérence généralisée. Nul ne sait au juste qui fait et défait les programmes. Les professeurs d'Histoire de 3^e ne comprennent pas encore en vertu de quel mystère les horaires de 3^e ont été ramenés de deux heures hebdomadaires à une heure, cependant que le programme, pratiquement doublé, s'étend de 1789 à... 1969. Quant aux professeurs de maths de la même classe ils se demandent comment on a bien pu avoir l'idée stupide de prétendre faire rattraper aux élèves qui redoublent cette année et qui affrontent les maths modernes, introduites à partir de 1971 en 3^e, les programmes de 6^e, 5^e, 4^e dans cette discipline, à raison d'une heure supplémentaire hebdomadaire durant le premier trimestre !

Le caractère bureaucratique d'un tel enseignement a un inconvénient encore plus grave : aucune symbiose n'est réalisée ni avec la profession, ni avec le milieu local. De la sorte la circulation de l'information nécessaire pour adapter aux besoins de l'emploi la répartition des élèves et étudiants entre les branches universitaires est rigoureusement impossible à réaliser et les prévisions réalisées au début de chaque plan ne peuvent qu'être des approximations globales et grossières sans qu'il soit possible d'éviter une orientation « sauvage » et l'encombrement des filières littéraires ou médicales par exemple.

Enfermée dans sa tour d'ivoire, l'Université gaspille les chances de ses victimes... et elle coûte cher. Une liaison avec la

NAF TÉLEX NAF TÉLEX NAF TÉLEX

• AQUITAINE. — Le schéma d'aménagement de la côte Aquitaine suscite bien des grincements de dents. On reproche dans le Sud-Ouest à la Mission qui l'a élaboré ses méthodes bureaucratiques et surtout des décisions dangereuses sur le plan écologique. La création de neuf stations touristiques en forme d'H.L.M. de vacances ne va-t-elle pas provoquer la dégradation de la forêt landaise malgré le classement de certaines zones en S.E.N. (Secteurs d'Equilibre Naturels). On parle déjà de sept mille pins rasés pour la construction... d'un camp de naturalistes. A noter que le premier responsable de la Mission Aquitaine, M. Philippe Saint-Marc, a été remercié sans douceur en 1970 à cause de ses positions trop favorables à la défense de l'environnement. Affaire à suivre.

• URBANISME. — Dans une interview au Monde, M. Chalandon a affirmé sa volonté de faire de l'urbanisme un véritable service public, critiqué le caractère vétuste et inapplicable de certains plans d'urbanisme... qui sert de motif ou de prétexte à la multiplication de dérogation dont certaines sont abusives et a insisté sur la nécessité de mettre fin à la conception individualiste et libérale de la propriété foncière génératrice d'une spéculation éhontée. Et il a averti : « Si nous ne pouvons faire aujourd'hui les progrès que j'espère en ce domaine, je crains que plus tard nous ne puissions éviter, et peut-être de façon brutale, la remise en cause du droit de propriété lui-même. » Tout cela est bel et bon mais sent un peu le plaidoyer pro domo à l'approche d'élections sur lesquelles

profession et la région permettrait une utilisation à plein temps des locaux et des équipements scolaires qui pourraient être consacrés pendant les jours de congé par les services de recherche des entreprises, la formation professionnelle pour adultes, ou comme salles de réunions et lieux de rencontre pour les habitants d'un quartier... alors qu'à l'heure actuelle un bâtiment d'enseignement supérieur est occupé à peine 90 jours par an.

A l'heure où la science est une force directement productrice où la formation intellectuelle est de plus en plus nécessaire pour permettre à l'homme d'affronter les problèmes de reconversion et de recyclage durant sa carrière, l'enseignement démocratique est un corps parasitaire dans la nation.

Comment pourrait-il en être autrement d'ailleurs ? Mettre fin à la séparation de l'école et de la vie suppose que le régime renonce à son rêve d'un même enseignement polyvalent et encyclopédique pour tous les Français. Or, en matière scolaire, la République visant la construction d'hommes universels, interchangeables, réalisant chacun toutes les virtualités de l'espèce, a tenu à faire passer dans le même moule de l'enseignement humaniste toute la jeunesse du pays. Mais cet enseignement démesurément alourdi par l'introduction de programmes et de matières nouvelles, abâtardi et dévalué par démagogie, a cessé de former des humanistes classiques en même temps qu'il enfermait ceux qui avaient le plus besoin d'étudier en contact avec le concret et d'acquérir leur formation humaine par l'initiation à un métier dans une adolescence prolongée. Le rêve gauchiste d'un homme générique prolonge et aggrave cette erreur.

Nous combattons comme eux l'Education nationale étatisée mais allons plus loin qu'eux en en rejetant le véritable fondement idéologique : le pan-démocratisme.

J.-P. LEBEL.

Maurice Pujo, ce vivant

Il y a eu cent ans le 26 janvier dernier que Maurice Pujo est né. Nous avons peu de goût pour les commémorations pieuses d'un passé mort, mais comment oublierions-nous ce grand vivant que demeure le premier président du Comité directeur de l'Action française de l'après-guerre ?

Replaçons-nous dans le contexte des années 1908 qui ont vu la fondation des Camelots du Roi. L'année précédente, le congrès de la Ligue d'A.F. a défini sa stratégie : faire la conquête des Français actifs « qui osent imaginer autre chose que ce qui existe », qui, victimes du régime républicain, sont prêts à se dresser contre lui. Une telle stratégie suppose une rupture radicale avec les ronronnements des royalistes salonnards pré-maurrassiens, et l'introduction, le cas échéant dans la rue, d'un désordre formel et limité pour faire reculer le désordre établi démocratique. Maurice Pujo ne va pas hésiter à tirer les conséquences logiques de ces principes. L'affaire Thalamas va lui en fournir l'occasion : ce professeur insulteur de Jeanne d'Arc n'était ni plus ni moins abject que bon nombre de ses semblables. La maladresse du doyen Croiset le nommant titulaire d'un cours libre en Sorbonne va le hisser sur le pavois et le désigner comme tête de Turc aux Camelots cherchant à faire toucher du doigt à l'opinion nationale et catholique le scandale d'un régime contempteur de tout notre passé. On connaît la suite, le chahut du cours libre, la fessée de Thalamas... au grand scandale des conservateurs.

Et Maurice Pujo s'est fait un malin plaisir dans les « Camelots du Roi » de croquer avec un féroce talent le portrait-robot du conservateur symbolisé par le baron Pié. Il faut lire et relire ces pages où l'on voit le digne baron empêtré dans des « certes » et des « assurément », s'efforcer d'expliquer que le respect de l'ordre, de la loi, oblige l'homme de bien à s'incliner devant la volonté des pires canailles au pouvoir... du moment que

celles-ci répriment les troubles qui éclatent dans la rue. Ainsi Pié, tout en déclarant : « Certes, M. Clemenceau, M. Briand, M. Viviani, ne sont pas de mes amis », ajoute que tous les conservateurs doivent se serrer autour d'eux lorsqu'ils font tirer sur les émeutiers ouvriers de Villeneuve-Saint-Georges.

On comprend dans ces conditions l'aversion des Pié de tous âges et de toutes époques à l'égard de l'A.F. Pensez donc ! Un digne universitaire comme Pujo interné à la Santé après l'affaire Thalamas — ce qui n'est pas propre — se permet d'y faire bon ménage avec des anarcho-syndicalistes et de les trouver plus sympathiques que les politiciens en place. Qui plus est, il ose écrire (Camelots du Roi, pp. 236-237), en s'adressant aux anarcho-syndicalistes : « ... l'organisation de la société sur la base du travail et le syndicalisme, nous voulons tout l'essentiel de ce que vous réclamez vous-mêmes. Nous allons plus loin que vous, car nous voulons aussi la condition pratique, indispensable : la restauration de cette monarchie populaire qui seule apportera la liberté et la dignité aux travailleurs comme elle a seule permis au XIII^e siècle l'émancipation communale ».

Soixante ans plus tard, la méthode d'action de Maurice Pujo reste toujours valable. Il ne s'agit pas bien entendu de chercher à répéter mécaniquement tous les « coups » des Camelots. Hegel disait que toute aventure humaine est vécue deux fois : une fois comme tragédie, une autre comme bouffonnerie. Laissons à d'autres le soin d'être des bouffons. Mais n'oublions pas que la « violence au service de la raison » et la volonté de mobiliser les Français actifs contre le régime doivent être nos soucis dominants : si le public national et catholique s'est étioilé, l'anarcho-syndicalisme réapparaît et le soulèvement de la vie contre la mégalo-polie ne doit pas être ignoré. De Thalamas au combat contre la Voie Express Rive Gauche, il y a une continuité rigoureuse.

NAF TÉLEX NAF TÉLEX NAF TÉLEX NAF TÉLEX

pèseront les multiples scandales immobiliers. En outre, on voit mal comment M. Chalandon s'y prendra pour briser la mafia des promoteurs et les tabous de la droite classique quand on sait la collusion électorale du régime avec la première et la seconde.

• P.S.U. — L'ancien secrétaire national adjoint du P.S.U., Gilles Martinet, a démissionné du parti auquel il reproche son incapacité à choisir entre une stratégie électorale d'union de la gauche (solution qui a ses préférences) et une politique révolutionnaire. Entre le surréalisme politique et l'insertion dans les bureaucraties stalinienne ou social-démocrates, l'extrême-gauche continue à balancer en offrant l'image d'un « plaisant bordel » (dixit Henri Weber, de la Ligue communiste).

• UNITE. — Le Parti socialiste, lui, n'hésite pas. Il prépare, à son habitude, les élections. Nouveau cheval de bataille, son hebdomadaire *L'Unité*. Luxueusement présenté, ce journal est écrit en très gros caractères. Et pour cause, les rédacteurs du journal n'ont rien à dire sinon reprendre les slogans les plus éculés contre la force de frappe, la coopération « colonialiste » avec l'Afrique noire et insulter l'allié conflictuel et dangereux qu'est le P.C... avant de jouer, d'ici six mois, avec lui la grande scène d'embrassons-nous Folleville ». A noter cependant la bande dessinée de la dernière page, mettant en scène un clown visiblement alcoolique, une femme et un individu de sexe indéterminé. Ces trois personnages énoncent des poncifs chaque semaine dans un style qui associe le plus

mauvais *Charlie-Hebdo* au didactisme de Guy Mollet. A ne pas manquer pour ceux qui désirent faire une étude caractéristique de la bêtise prétentieuse.

• ENSEIGNEMENT. — Le projet gouvernemental de formation des maîtres suscite une vive hostilité parce qu'il instaure un concours-guillotine au bout de la deuxième année d'enseignement supérieur. Les étudiants qui rataient ne pourraient devenir professeurs... sauf s'ils réussissent l'agrégation. Quand on sait que 62 % des étudiants en lettres se destinent à l'enseignement, on comprend le drame de ceux qui échoueront à ce concours. Il y a plus d'étudiants dans certaines disciplines que les débouchés ne le permettent ? Sans doute. Mais il aurait été plus sage de le dire plus tôt.

REPUBLIQUE OU MONARCHIE

Jean-François CHIAPPE :

Jean-François Chiappe est né en 1931 à Laon (Aisne). Journaliste, historien, producteur, auteur de radio et de télévision, son visage et sa voix sont familiers à des millions d'auditeurs et de téléspectateurs.

Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, *Essai sur la III^e République*, *Mallet du Pan*, *Georges Cadoudal* ou *La Liberté*.

N.A.F. — Jean-François Chiappe, vous considérez-vous comme un disciple de Charles Maurras ?

J.F. C. — En tant que citoyen, oui, en tant qu'historien, non.

Le citoyen peut accepter des dogmes politiques, l'historien, lui, doit à travers sa connaissance et sa réflexion personnelles tenter ses analyses sans recours systématique à un maître si grand soit-il.

N.A.F. — Mais la pensée de Maurras n'est-elle pas avant tout une méthode ?

J.F. C. — La pensée de Maurras est aussi une méthode et comme celle-ci est excellente, l'historien se doit d'utiliser cette méthode au même titre que les autres disciples d'esprit. Selon moi, la méthode maurrassienne apparaît si satisfaisante et si complète qu'un homme d'aujourd'hui ne saurait l'ignorer et encore moins l'éviter en la connaissant.

N.A.F. — En tant qu'historien quel jugement portez-vous sur l'ancienne Monarchie ?

J.F. C. — Porter un jugement sur l'ancienne Monarchie équivaudrait à raconter l'Histoire de France, presque en son entier.

Certes, la société idéale n'a jamais existé, pourtant, en dépit des assertions émanant d'une Université monopoliste et sectaire, la Monarchie a construit la France, elle a préservé la sécurité des familles et des communautés avant d'assurer leur épanouissement. Mieux, au-delà des bienfaits qu'elle a répandus sur sa création : la France, elle a rayonné sur l'Occident tout entier.

Assurément les imperfections n'étaient pas exclues du royaume des Lys mais, Bainville l'a remarqué, la Monarchie constituait le régime le plus souple ; sous elle pouvaient se développer, en fonction des impératifs du moment, un vizirat, un gouvernement personnel, une polysynodie ou tout autre système dans la mesure où il demeurerait garanti par un pouvoir héréditaire. La Monarchie n'offre pas un « standard » de gouvernement mais un principe. Sous l'absolue stabilité de la Couronne peuvent se produire et se développer les bouleversements les plus constructifs. Elle apporte l'autorité en haut, les libertés en bas, l'imagination partout.

N.A.F. — Au moment où Maurras entreprenait son « enquête sur la Monarchie », il existait en Europe un certain nombre de monarchies qui constituaient autant d'arguments en faveur de sa doctrine politique et sociale. Aujourd'hui le nombre des monarchies tend à diminuer.

J.F. C. — Bien des trônes ont disparu mais le nombre de républiques et de monarchies dans l'Europe libre est équivalent.

Tous les pays nordiques, à l'exception de la Finlande, s'en remettent toujours au principe héréditaire cependant que l'Espagne et la Grèce possèdent des Régents.

Les monarchies de l'Europe du Nord sont garantes de la démocratie. Certes, cette dernière n'est pas forcément une qualité mais simplement un mode de gouvernement. Reste que cet état de fait souligne une fois de plus la multiplicité des visages revêtus par l'institution monarchique. Les nations du Nord vivent en état de bi-monopolisme ; chacun connaît les dangers de la bi-polarisation génératrice en république de guerre civile. Grâce à la permanence de la Couronne (remplacée aux Etats-Unis par des structures fédérales) le danger de discorde civile est écarté ; en outre, la présence du trône empêche la majorité de transformer à son profit les secteurs publics et privés en un trust vertical allant du chef de l'Etat au garde-champêtre.

La Grèce, elle, a offert le spectacle d'un jeune souverain défendant les libertés publiques contre des militaires dont l'action peut-être dictée par les circonstances n'en demeure pas moins difficilement admissible.

En Espagne, il ne s'agit plus d'une restauration mais d'une instauration ; ce grand pays, il n'y a guère déchiré, torturé par la guerre civile, reparti de si bas, n'a pas trouvé d'autre solution que la Monarchie et cela constitue une leçon. L'Histoire nous enseigne que ce choix n'est en rien « passiste » ; les premières sociétés humaines s'étaient constituées en républiques et cultivaient un égalitarisme primaire, plus tard sont nées les hiérarchies attachées d'abord aux individus et dans la suite aux familles. Enfin, les hommes ont découvert la stabilité des institutions. Dans la vie des civilisations, la Monarchie apparaît comme l'une des formes de régime les plus évoluées. Voyez Rome ; elle connaît d'abord une monarchie plus ou moins mythique — sauf en ce qui concerne les trois derniers Tarquin — puis elle établit une république éminemment conservatrice avant de créer le trône impérial dont l'écroulement sera dû pour partie au système de l'adoption et à la méconnaissance du principe héréditaire. Certes la République romaine suscite légitimement notre admiration mais force est bien de constater qu'elle sombra dans la ploutocratie ; le milliardaire Crassus vainquant Spartacus demeure un des plus scandaleux exemples de cet état de fait.

N.A.F. — Mais pourquoi la République s'est-elle installée puisque la Monarchie est un régime souple, moderne et qui convient à la vocation de la France ?

J.F. C. — Après la chute de Napoléon III, la France s'est trouvée paralysée par la querelle entre les deux branches de la Maison de Bourbon. Thiers a cyniquement défini la situation en déclarant : « La République est le régime qui nous divise le moins. » C'était provisoirement vrai mais la République s'est montrée incapable d'assurer la sécurité des Français. Pis, les gauches ont dissimulé leur égoïsme et leur

inertie sociale par l'agitation anticléricale. Alors Maurras s'est fait entendre, il a su montrer que les institutions et non les hommes étaient coupables ; répudiant toute sensiblerie, tout attachement romantique à un régime disparu, il a prouvé scientifiquement l'incapacité des Français à trouver la sécurité et le bonheur en dehors de l'Institution monarchique. Toutes ces notions demeurent très actuelles encore que les circonstances sur lesquelles se fondèrent la réaction et l'analyse maurrassiennes n'appartiennent plus elles à l'actualité ; les matériaux de « l'Enquête sur la Monarchie » sont périmés, les conclusions continuent d'appartenir à notre aujourd'hui.

Peut-être Maurras a-t-il trop longtemps conservé certaines de ses analyses discutables en leur temps et fausses aujourd'hui ; c'est à l'Allemagne que nous pensons. Pour le maître, l'Allemagne est terre barbare et il importe de lui interdire l'unité ; certes, c'était l'écho à la politique d'Henri II, au testament de Richelieu mais selon nous cette détermination choquait la morale ; on ne saurait d'une part célébrer les Rois de France artisans de l'unité française et vilipender les Hohenzollern, bons ouvriers de l'unité germanique.

Ne nous laissons pas enfermer dans des situations historiques dépassées. L'antigermanisme français a permis d'édifier le monument du nationalisme intégral et nous ne pouvons que nous en féliciter. Pour autant cessons de cultiver l'antagonisme franco-allemand. Ne perdons pas de vue l'unité de la chrétienté. Respectons le vieux rêve jamais réalisé mais toujours matérialisable de l'empire universel. Si les hommes avaient été meilleurs, si la pratique religieuse avait été plus profonde, l'empire universel serait né. Les tentatives des Ottoniens, de Charles-Quint et de quelques autres laissent sur l'océan des siècles un lumineux sillage. Au soir de sa vie, le maréchal Lyauté écrivait : « Toute guerre entre Européens serait fratricide. » Voulez-vous que nous tirions de cette expérience une conclusion pratique, la voici : l'Europe, ou disons mieux l'Occident, ne saurait exister sans une direction, une hégémonie. La seule solution consiste à favoriser une puissance ou quelques puissances responsables susceptibles d'étendre leurs bienfaits à l'ensemble de la communauté occidentale. Ne nous figeons pas dans une attitude anti-allemande, explicable dans le passé, mais susceptible de compromettre aujourd'hui la dernière chance de l'Occident. Encore un coup, nous respectons cette attitude ; elle a permis aux monarchistes français, du temps que Maurras tenait la plume comme une bonne épée, de sortir des châteaux et des presbytères pour retrouver toute leur vigueur dans les tumultes du siècle dernier finissant. Pour autant cette manière de juger la France, non plus par elle-même mais à travers un antagonisme, ne doit plus avoir cours. Ne parlons plus d'Europe — les démocrates chrétiens et les socialistes ont gâché cette idée — mais demeurons attachés à la préservation et à la grandeur de l'Occident.

"l'autorité en haut, les libertés en bas, l'imagination partout"

N.A.F. — Cette idée européenne — ou occidentale — n'est-elle pas contredite par la permanence du fait national ?

J.-F. C. — Nous appréhendons la construction occidentale parce que nous ne connaissons pas le bonheur de vivre en monarchie ; mises à part l'Allemagne et l'Italie — puissances vaincues et partant contraintes d'obligation à se faire les artisans de l'Europe — toutes les nations entrées d'enthousiasme dans l'aventure occidentale sont en monarchie. Sécurisées par leur couronne garante de leur unité nationale, elles peuvent sans complexe adhérer à un système cohérent de défense occidentale. La lourde erreur des Européens réside dans l'invention de la supra-nationalité ; un état digne de ce nom ne renonce pas à la nation, acquis tangible, historique, indiscutable, pour s'adonner à une tentative. La seule conscience historique que nous possédions est une conscience nationale. En aucun cas, nous n'accepterons de la perdre. Toutefois, nous ne refusons point les chances d'un Occident, sinon uni, au moins fraternel. Nous imposons seulement un préalable engendré par le bon sens : un roi règne à Bruxelles, à La Haye, à Londres, à Copenhague, à Stockholm, qu'un roi règne à Paris et la tête haute, sans appréhension, nous envisagerons avec nos amis et nos voisins les chances de l'Occident.

N.A.F. — Il y a cependant le problème des civilisations antagonistes...

J.-F. C. — Existe-t-il un antagonisme entre le monde germanique et les pays latins ? N'oublions pas que l'Autriche a protégé la chrétienté contre les Turcs, n'oublions pas que l'Allemagne de Frédéric II de Hohenzollern et d'Herman de Salza, a conquis la Prusse et l'Europe orientale sur des tribus primitives, qu'elle est apparue comme la puissance civilisatrice et colonisatrice dans les tumultes médiévaux. Certes, nous n'omettrons pas la césure luthérienne, accident grave sans doute, mais guère plus inquiétant que les orages provoqués par un Français de souche, Jean Calvin.

N.A.F. — La tradition philosophique allemande avec Kant, Fichte, Hegel, ne représente-t-elle pas l'anti-latinité ?

J.-F. C. — Les philosophes français, ou venus de France, tels Rousseau, Condillac, Helvétius, Renouvier ne représentent-ils pas l'anti-vérité ? Les Allemands incriminés par vous étaient nourris d'idées françaises et plus particulièrement parisiennes. Maurras a bien fait de critiquer certains philosophes allemands mais nous ne trouvons point là une raison pour condamner tout un peuple ; la France elle aussi a vu souffler bien souvent un esprit mauvais et cet esprit s'est retourné contre elle.

N.A.F. — Maurras définissait la Monarchie française comme « héréditaire, anti-parlementaire et décentralisée ». Ces caractéristiques vous apparaissent-elles encore actuelles ?

J.-F. C. — Commençons, si vous le voulez bien, par l'aspect anti-parlementaire.

En observant son temps, Maurras a constaté que l'omnipotence parlementaire chère à la III^e République menait la patrie au tombeau. Aujourd'hui la situation est différente ; la III^e République reprenant le programme cher à Guizot a développé l'instruction et dans bien des cas la formation civique. Les Français savent lire et écrire et ne manquent pas de bon sens. N'importe-t-il pas de leur faire confiance ? Au demeurant, si les Bourbon, restaurés par Louis-Philippe, s'étaient appuyés sur le suffrage universel, la Monarchie existerait toujours. Nous savons que l'Action française entend simplement déplacer la compétence des électeurs, la ramener au niveau social et professionnel mais peut-on retirer à l'ensemble des citoyens la faculté de désigner la Chambre basse ? Le citoyen se sentirait lésé et misérabilisé. Au temps où il appartenait à la Chambre de voter le budget, il était normal de s'accorder l'électorat qu'aux citoyens impossibles. Dès l'instant où la Chambre s'est trouvée habilitée à se prononcer sur la paix ou la guerre alors que la Conscription frappait tous les citoyens, il était normal que le suffrage devint universel. C'est donc la compétence de la Chambre basse, et non point celle de l'électeur, qui doit être mise en cause. Il en va tout autrement pour la Chambre haute, celle-ci doit procéder d'une désignation souveraine et d'une cooptation procédant des communautés naturelles. Bien entendu le pouvoir suprême doit appartenir au Souverain mais nous ne devons marquer aucune hostilité à l'égard du suffrage universel, il nous a donné les Etats généraux de 1789 et les plus belles assemblées contre-révolutionnaires : celles de 1797, de la II^e République et de 1871.

Décentralisée ? A l'heure où la République, toujours chaussée de ses gros sabots, découvre la décentralisation déclarée par nos maîtres indispensable depuis bientôt un siècle, pourquoi renoncerions-nous à guerroyer contre les pratiques jacobines et les monopoles de toutes sortes ? Hélas nos apprentis décentralisateurs retombent dans les erreurs des « grands ancêtres » ; l'Assemblée constituante s'était lourdement trompée en donnant des institutions identiques à chacun des départements, la V^e République commet la même erreur lorsqu'elle entend donner des institutions identiques à chacune des « Vingt-et-une régions de l'hexagone ». Non seulement leur découpage est artificiel mais encore l'uniformité institutionnelle interdit le rétablissement des libertés provinciales, exemple : certaines provinces du Nord pourraient se satisfaire d'une assemblée unique mais le même système mènerait à la catastrophe en Languedoc, en Provence ou en Bretagne, là le bi-camérisme s'impose. L'Allemagne, tombée plus bas que nous en 1945, a mieux tiré parti de ses ruines ; si le Bade-Wurtemberg ne connaît qu'une seule chambre, la Bavière en présente deux, une haute et une basse.

Si nous voulons libérer, donc décentraliser notre pays, il faut sacrifier réellement

le dogme jacobin et ne pas tenter l'instauration artificielle de régions identiques. Ne confondons jamais l'unité et l'identité.

Héréditaire ? Toute tentative de monarchie non héréditaire n'est qu'une grimace menant forcément à l'anarchie ou au pouvoir personnel. Rome avant-hier, la Pologne hier, corroborent notre assertion.

Aujourd'hui, pourtant, notre famille d'esprit est victime sinon d'une division du moins d'une incertitude ayant trait à la branche de la famille royale et à la personne du Prince. Certains croient trouver la légitimité dans la maison espagnole de Bourbon-Anjou. Cela est regrettable. Qu'est-ce qu'un prince français ? C'est un personnage ayant toujours parlé le français, toujours étudié et senti palpiter son pays, même lorsqu'il vivait en exil. Voilà pourquoi le dépositaire de la Couronne est Monseigneur le Comte de Paris. Nous le respectons trop pour farder la vérité. Il lui est advenu d'adopter des attitudes publiques attristées pour les partisans de l'Algérie française et les adversaires du gaullisme. Maladroit dans l'approche du pouvoir il n'a point perdu pour autant ses droits à la Couronne. Les meilleurs rois avaient été bien souvent les plus fâcheux prétendants : le futur Louis XI se battit contre Charles VII et le futur Louis XII contre Charles VIII. Provence fit la vie dure à Louis XVI et Artois à Louis XVIII. Reste que Louis XI, Louis XII, Louis XVIII, et même Charles X, le noble vainqueur d'Alger, devaient devenir d'excellents souverains. Depuis la mort de M. le Comte de Chambord il ne devrait plus exister des Légitimistes et des Orléanistes mais seulement des Royalistes.

La discipline de la légitimité ne nous porte point seule à saluer la Maison d'Orléans. Nous constatons que depuis le régent Philippe, cette famille, si l'on excepte la sanglante parenthèse de Philippe-Egalité, a toujours représenté l'indulgence et les libertés. A une époque où l'on doit tout craindre de l'arbitraire de l'Etat, où les futurologues ne savent pas imaginer le monde sans un asservissement croissant de la personne humaine, la providence a voulu que le chef de la Maison de France soit un Orléans ; ceci constitue pour nous un espoir et un réconfort.

(Suite page 3.)

Ont déjà participé à ce débat :

GABRIEL MATZNEFF, écrivain.

MARC VALLE, journaliste.

JACQUES LAURENT, Prix Goncourt 1971.

ROLAND LAUDENBACH, directeur des Editions de la Table Ronde.

BARUCH, journaliste.

MGR PIERRE, évêque de Chersonèse.

PAUL SERANT, écrivain.

PIERRE BOUTANG.

De l'Allemagne et de la chambre basse

(Réponse à J.-F. CHIAPPE)

Il n'est pas besoin d'insister sur les points de convergence entre Jean-François Chiappe et nous-mêmes tant ils sont nombreux et évidents. Une profonde connaissance du passé et une observation aigüe du monde d'aujourd'hui ont permis à Jean-François Chiappe d'établir non seulement le bienfait de l'ancienne monarchie mais aussi la nécessité du retour d'institutions héréditaires et d'une souplesse extrême, unificatrices mais en même temps garantes des libertés communautaires dont la République nous a privés.

Cependant, nous ne cachons pas que certains développements nous ont surpris, tant sur le problème de l'Europe qu'en ce qui concerne le suffrage universel et les institutions parlementaires.

Jean-François Chiappe ne partage évidemment pas les rêveries européistes d'une fraction de la classe politique française. Très justement, il rejette l'idée de supranationalité et montre la nécessité de l'institution monarchique pour toute entreprise de coopération internationale. La nostalgie de l'Empire universel qu'il exprime ne nous en paraît que plus curieuse. Car enfin, si les empereurs allemands, entre 936 et 1250, étaient parvenus à réaliser leur rêve hégémonique, qu'en serait-il advenu de la France et de sa civilisation, et qu'en serait-il advenu de la chrétienté, si elle était devenue la chose de ces mêmes empereurs ? Il y eut heureusement Canossa et Bouvines. Puis l'Allemagne ne tarda pas à retomber dans le chaos. Faut-il le regretter, sur le plan de la politique et sur celui de la morale ? L'histoire de la tentative germanique montre combien les ambitions démesurées sont épuisantes pour un peuple. Et, comme les empereurs, Hitler ne s'est-il pas épuisé dans un rêve identique et tout aussi vain ?

La morale, d'autre part, justifie-t-elle ce que l'expérience politique condamne ? Jean-

François Chiappe le pense, qui reproche à la France de Philippe Auguste et à celle du XVII^e siècle d'avoir refusé à l'Allemagne une unité qu'elle avait su se donner à elle-même. Mais si l'on juge d'un point de vue moral les relations internationales, il faut partir des critères de paix et de bonheur. Sur ce plan, l'Allemagne morcelée des traités de Westphalie n'était-elle pas préférable à celle d'Othon ou de Bismarck ? N'a-t-elle pas donné au monde Bach et Mozart ?

Tout cela est bien loin. Mais il n'est pas sûr que vingt années de démocratie aient purgé l'Allemagne de ses démons, qu'elles aient effacé les constantes de ce peuple qui le poussent à se répandre tantôt vers l'Ouest, tantôt vers l'Est en s'accordant avec la Russie.

Par une politique multiséculaire, les rois de France avaient su faire de l'Allemagne une terre pacifique et civilisée. La démocratie française en permettant la réunification de son voisin, a permis qu'il se jette trois fois sur notre pays en un siècle. Il serait bon de méditer cette leçon et il est indispensable que la France s'efforce de prévenir tout accès de fièvre hégémonique de l'autre côté du Rhin. L'Europe économique et politique n'est pas le plus sûr moyen d'écarter ce danger, latent sur le plan politique, déjà trop réel dans le domaine économique.

Les rois de France avaient su écarter de telles menaces parce qu'ils conservaient la mémoire du passé, qui permet d'établir les constantes qui président aux mouvements des peuples. C'est que les leçons de la politique se transmettaient de père en fils, sans égard aucun pour la passion ou l'idéologie. La démocratie n'a pas de mémoire parce qu'elle ne dispose pas de la continuité. Ce qui explique les malheurs de la France et en laisse prévoir bien d'autres encore.

La mémoire du passé n'est pas moins in-

dispensable sur le plan des institutions et, sur ce plan, l'expérience nous paraît condamner le système de représentation parlementaire dont Jean-François Chiappe souhaite le maintien. En effet, si la « Chambre basse » dispose d'un pouvoir de contrôle — ou se le donne comme sous la monarchie restaurée du XIX^e siècle — elle deviendra inmanquablement l'instance réelle de gouvernement car toute l'expérience constitutionnelle montre que l'organe de contrôle est toujours l'organe effectif de gouvernement. Par contre, si la « Chambre basse » est uniquement un organe de représentation à caractère consultatif, on ne voit guère quelle pourrait être son utilité. Les débats de l'actuel « Conseil économique et social » montrent qu'il est incapable de formuler un avis positif tant les intérêts qui y sont représentés sont divers et même opposés. La nécessaire représentation des intérêts doit donc se faire par l'intermédiaire d'institutions multiples, régionales et professionnelles conservant leur individualité. Et c'est ainsi que l'on pourrait donner au suffrage son rôle bienfaisant. Car, autant le suffrage est indispensable au niveau des communautés secondes que sont la commune, la région et la profession, autant il est néfaste lorsqu'il s'applique à un organe national de gouvernement.

Sans doute, comme le dit Jean-François Chiappe, le suffrage universel est conservateur, encore qu'il puisse réserver des surprises génératrices de bouleversements. Mais le conservatisme n'est pas sa seule caractéristique : ploutocratie et centralisation en découlent inmanquablement. Et Jean-François Chiappe ne souhaite certainement pas que ces tares du régime démocratique se retrouvent dans la monarchie de demain.

Gérard LECLERC,
Bertrand RENOUVIN.



Gabriel MATZNEFF	
L'Archimandrite	12,00
La Caracole	12,00
Comme le feu mêlé d'aromates ..	12,00
Le Défi	10,00
Pierre BÉCAT	
L'Anarchiste Proudhon, apôtre du progrès social	12,00

LÉVIS-MIREPOIX	
Le Roi n'est mort qu'une fois ..	29,00
Jules MONNEROT	
Sociologie du Communisme ..	29,00
Sociologie de la Révolution ..	50,00
Thomas MOLNAR	
La Gauche vue d'en face	16,00
Régine PERNOUD	
Histoire de la bourgeoisie en France :	
— Tome I : Des origines aux temps modernes	29,00
— Tome II : Les temps modernes	39,00
Paul SERANT	
Lettre à Louis Pauwels sur les gens inquiets	14,00
Jacques PAUGAM	
L'Âge d'or du maurrassisme ..	35,00

Jean-Noël MARQUE	
Léon Daudet	40,00
Jean-Paul GARNIER	
Le Drapeau blanc	36,00
Charles MAURRAS	
Mes Idées politiques	20,00
Critique et poésie	24,00
M. BARRÈS - Ch. MAURRAS	
La République ou le Roi	40,00
J.-F. CHIAPPE	
Cadoudal ou la liberté	34,00
Auguste LONGNON	
Formation de l'Unité Française ..	45,00
Actes du 1 ^{er} C.R.U.	5,00
Brochure Pays légal - Pays réel ..	2,00
Adressez vos commandes à la Nouvelle Librairie d'Action Française, 17, rue des Petits-Champs, accompagnées de leur montant (augmenté de 10 % pour frais d'envoi). C.C.P. N.A.F. 642-31.	

Lettres : Tel Quel en garde rouge

Petite chapelle remuante à l'intérieur même de la paroisse littéraire parisienne, le groupe **Tel Quel** est le rassemblement, autour d'une revue publiée sous ce titre à partir de 1960, de quelques écrivains et chercheurs en sciences humaines soucieux de définir le rôle de la littérature dans la société contemporaine (1). Les progrès méthodologiques de la linguistique, en même temps que le recul des traditions « humanistes », ouvraient en effet un champ de recherche aujourd'hui encore à peine entamé. Toutefois, dès 1963, **Tel Quel** tend vers des positions de gauche, puis, à partir de 1966, devient marxiste et adopte, même après mai 1968, et même après Prague, une ligne doctrinale conforme à celle du P.C.F. Toutefois, une tendance maoïste, animée par Philippe Sollers, prend de plus en plus d'importance : elle finira par créer le « Mouvement de Juin 1971 », qui semble actuellement tenir bien en main les destinées de **Tel Quel**. Ces deux étapes déterminantes — passage au marxisme, puis mutation « maoïste » — appellent quelques commentaires : il est sidérant de voir dans quels nœuds de contradictions arrivent à s'emmêler des esprits pourtant brillants et réputés faire œuvre de scientifiques.

A LA RECHERCHE D'UN "MATÉRIALISME SÉMANTIQUE"

L'objectif commun des membres du groupe **Tel Quel** est de poser la question : **que dit la littérature ?** Au-delà de son sens avoué (intrigues, sentiments, descriptions, musicalité verbale, etc.), quel est son sens caché ? Que dévoile-t-elle de la société qui lui donne le jour ?

Tel Quel en est arrivé à concevoir l'histoire littéraire telle qu'elle est habituellement reçue (disons, pour être clair, l'histoire énoncée par Lagarde et Michard...) comme une simple « superstructure » : elle voile une évolution infrastructurelle qui seule détermine réellement les formes littéraires. Si on veut, une histoire littéraire « légale » dissimule un développement littéraire « réel ». Mais comment définir le réel ? Pas par empirisme organisateur, on s'en doute. C'est exactement à ce niveau que **Tel Quel** fait le saut du pari idéologique (cet enfant monstrueux des méditations pascaliennes) et adopte le matérialisme dialectique. « L'histoire réelle — c'est-à-dire matérialiste — ne saurait se passer d'un **matérialisme sémantique** », écrit Philippe Sollers, le principal théoricien du mouvement.

Quels sont alors les rapports entre l'histoire « réelle » et l'histoire « officielle », entre l'infrastructure et la superstructure ? Il y a entraînement de la seconde par le glissement inéluctable de la première, avec des distorsions dues à l'inertie des formes établies qui cherchent à maintenir leurs privilèges. Les distorsions les plus violentes apparaissent dans certaines œuvres-limites, qui sortent du champ bloqué où elles sont apparues pour se référer

directement à l'histoire « réelle » (dont le déploiement est automatique). Ces œuvres-limites font alors l'objet, sur le plan littéraire, d'exclusions hors de la normalité (on parlera de « mystique », d'« érotisme », de « folie »...) et, sur le plan politique, de mesures de censure. Il s'agit d'œuvres comme celle de Sade, de Lautréamont, de Rimbaud, de Mallarmé, d'Antonin Artaud, de Georges Bataille...

Le fatalisme qui pourrait sortir d'une telle vision des choses est cependant rejeté grâce à l'avantage décisif dont dispose notre époque : l'intrusion du matérialisme dialectique dans l'histoire, à travers Marx et Engels, a rompu la continuité du champ de l'histoire « officielle ». Une théorie d'ensemble peut se fonder, chargée d'exposer l'enveloppe de ce qui s'est pensé jusqu'ici sous le nom de « littérature », et d'en établir les conditions réelles (c'est-à-dire économiques). « Comme conscience historique », précise Philippe Sollers, cette théorie se trouve nécessairement du côté de l'action révolutionnaire en cours. »

RÉVOLUTION MINICULTURELLE RUE JACOB

La participation de **Tel Quel** à l'action révolutionnaire est restée longtemps conforme à la ligne du P.C., par un impératif lié à la fois à la solidarité de classe et à l'inefficacité des autres positions envisageables. Toutefois, cette attitude a été critiquée de plus en plus violemment par une minorité maoïste, apparue au cours de la Révolution culturelle chinoise. Cette tendance a abouti à la conclusion que toute alliance avec le parti révisionniste (2) est une position « erronée », « ultra-fausse » : elle fait le jeu de la censure révisionniste à qui tout est bon pour faire le black-out sur la « pensée-maotsétung ». Or, le « dogmatisme-révisionnisme » n'est plus l'ennemi de la bourgeoisie monopoliste : ils ne sont plus qu'en état de concurrence économique. Le souci révolutionnaire n'existe plus qu'au sein de la pensée-maotsétung.

Lorsqu'en juin 1971, le livre maoïste de Maria-Antonietta Macciocchi, « De la Chine », fut interdit de séjour à la Fête de l'Humanité, ce fut, à **Tel Quel**, le grain de riz qui fit déborder le bol. La minorité maoïste s'organisa en « mouvement de juin 1971 » et fit un petit coup de force dans le bureau de la revue, aux Editions du Seuil. Des affiches, rédigées au crayon feutre rouge, furent placardées à l'intérieur de l'immeuble tranquille de la rue Jacob. Personne ne paraît s'être rendu compte du ridicule de la situation. Le style des affiches était celui-ci :

1^{re} dazibao (3) : Ralbol du révisionnisme monopoliste ou non !

Vive l'immense apport théorique du Président Mao !

Camarades ! Lutte contre la ligne ultra-sectaire d'Aragon et ses complices ! Camarades, il y a de l'EAU dans le gaz ! Etc.

Ainsi, **Tel Quel** s'est déguisé en garde rouge. On est en droit de sourire. Mieux

vaut pourtant faire la remarque suivante : rien n'est aussi éloigné de la pratique maoïste en Chine que les activités auxquelles se livre **Tel Quel**. La vie intellectuelle n'y est admise que dans la stricte mesure où elle est au niveau des masses. Tout ce qui est recherche trop raffinée, vocabulaire de spécialiste, subtilités scolastiques ou discussions sur des concepts trop élaborés y est totalement banni. L'élitisme méthodique de **Tel Quel** y aurait depuis longtemps rejoint les poubelles de l'histoire. Quand donc ces pseudo-maoïstes sauront-ils que le livre de Maria-Antonietta Macciocchi n'a pas été reçu, en Chine, avec toute la faveur qu'ils imaginent ?

La contradiction entre le déguisement de garde rouge revêtu par **Tel Quel** et sa pratique objectivement antimaoïste pose la question de la signification réelle de ce mouvement dans la société contemporaine. Ses rapports avec la bureau-technocratie ne sont pas simples. Il serait intéressant, un jour, de les démêler.

Christian DELAROCHE.

(1) Ses participants sont des personnages aussi divers que Philippe Sollers, aujourd'hui maoïste, Jean Thibautou ou Jean Ricardou, communistes « orthodoxes », Roland Barthes, etc.

(2) Le révisionnisme qualifie non seulement le P.C. actuel, mais aussi Garaudy, les Lettres Françaises, Khrouchtchev et Liu Chao-chi ; le dogmatisme est représenté par Brejnev : il est indissociable du révisionnisme, malgré certaines divergences apparentes.

(3) Journal mural de la Révolution culturelle en Chine.

**République
ou Monarchie**

La semaine prochaine,

la réponse de

Michel Déon

écrivain

Le Cinéma

Après sa participation à la réalisation de **Lucky Luke**, Pierre Tchernia a pu aborder le cinéma en homme seul. Son premier long métrage, **Le Viager**, titre suggestif, se présente sous la forme d'une aimable comédie animée par un groupe d'acteurs sympathiques et boute-en-train. Rosy Varte, Odette Laure, Michel Serrault, Jean-Pierre Darras, Michel Galabru, voilà des noms qui n'évoquent pas l'ennui ! Et pourtant, si la première moitié du film s'avère effectivement cocasse et rondement menée, la dernière demi-heure laisse nettement à désirer. Comme dans beaucoup de comédies, le sujet, bon mais trop mince, s'épuise rapidement, donnant au spectateur une impression finale de lourdeur et de piétinement. Un film que l'on classera tout de même dans les programmes de détente.

A l'inverse, il est préférable d'éviter **Kill**, de Romain Gary, plaider contre la drogue tout juste capable de figurer sur une liste de sous-produits des Mystères de Paris. L'ex-époux de Jean Seberg, présente dans **Kill**, a-t-il l'intention de tourner un troisième film ? Si tel était le cas, nous lui conseillons amicalement de n'en rien faire et de revenir à son métier de romancier. Quant à James Mason, quelle tristesse de le voir se fourvoyer dans des réalisations aussi affligeantes que **Kill** ou **De la part des copains** de l'indétricable Terence Young. Qu'est devenu le merveilleux interprète de Jules César ou de **Huit heures de sursis** ? Les **Pianos mécaniques** ne lui ont pas porté chance ! Ni lui, ni Romain Gary n'ont pu lutter contre l'excellent film de William Friedkin, **French Connection**, car c'est avec une froide détermination que le cinéaste américain aborde à son tour le problème de la drogue. Deux inspecteurs, guidés par leur flair et leur obstination, tentent de démanteler un gang de trafiquants en cheville avec des « hommes d'affaires » français. Journaliste à la télévision américaine, spécialiste des reportages sur les affaires criminelles, William Friedkin s'inspire d'une histoire authentique, à laquelle avait été mêlé Jacques Angelvin. Le ton incisif, le réalisme brutal et l'absence de concessions peuvent paraître très durs, on ne doit pas oublier que l'auteur côtoie depuis longtemps le milieu qu'il met à nu. Servi par des acteurs remarquables, parmi lesquels Gene Hackmann et Roy Schneider dans les rôles des deux inspecteurs, Friedkin fait la brillante démonstration d'un talent sobre et direct que certains doivent lui envier.

C'est peut-être aussi l'envie qui a incité Damiano Damiani à réaliser **Confession d'un Commissaire de Police au Procureur de la République**. Ce film est en effet une sorte de compromis entre **Z** et **Enquête sur un citoyen au-dessus de tout soupçon**, qui frise en permanence la caricature. On pourrait le résumer de la façon suivante : la mafia fait la loi, titre d'ailleurs utilisé par Damiano Damiani pour l'un de ses précédents films. Mais l'Italie est-elle totalement dominée par un ou plusieurs gangs ? Cela reste tout de même difficile à démontrer et les arguments du réalisateur italien ne semblent pas s'appuyer sur des faits d'une authenticité éclatante. Damiani expose sa thèse mais ne nous convainc pas.

Changement total d'atmosphère avec les **Quatre nuits d'un rêveur**, de Robert Bresson. A mi-chemin entre le rêve et la réalité on pénètre dans l'univers du créateur et l'on découvre presque un Paris secret et immuable, environné d'une foule qui le côtoie sans le connaître, trop occupée par le côté superficiel de la ville. Cette ode cinématographique au Paris ancien et à la Seine revêt un aspect à la fois suranné et totalement dans le mouvement de notre temps. Curieux monde où la sensibilité et la solitude ont toujours cours, au milieu de la foule la plus dense ; et havre de paix recréé avec simplicité. Une rupture bienfaisante.

On ne pourrait en dire autant de **Portrait d'une enfant déchu** réalisé par Jerzy Schatzberg et interprété par Faye Dunaway et Barry Primus. Dans sa retraite, une maison isolée, un ancien mannequin tente de retracer ce qui fut une portion de sa vie en se psychanalysant elle-même devant un ancien ami. Démesurément lent, ce film ennuyeux par moments, intéresse à d'autres sans que l'on sache si ces changements sont réellement volontaires ou dus à un mauvais montage. Mais ce qui demeure constant tout au long du film, c'est la présence et le grand talent de Faye Dunaway qui mériterait incontestablement un prix d'interprétation.

« Un tableau moyenâgeux, nouvelle preuve du grand art de Borowczyk, qui renouvelle avec bonheur le film historique », telle est la définition que notre confrère Pariscope donne de **Blanche**. Je m'empresse de rectifier, en précisant que cette réalisation est loin de

correspondre à la définition que le dictionnaire donne du mot fabliau, que le Moyen Age est très mûrissant et que, sans discuter l'art de Walerian Borowczyk, il paraît difficile de trouver la moindre parcelle de bonheur dans un film où l'Histoire joue un rôle plus anecdotique que réel, langage du XX^e siècle en sus. A éviter soigneusement si l'on ne veut pas perdre sa soirée.

Terminons donc ce tour d'horizon sur une note gaie, en parlant du dernier film de Georges Lautner, **Il était une fois un flic**. Mais que lui arrive-t-il donc à ce policier de la brigade des stupéfiants ? Après s'être nanti, pour les besoins de la cause, d'une fausse femme et d'un faux fils, « il est, nous dit Francis Veber, le dialoguiste, passé à tabac par les flics de la criminelle. Il fait arrêter des flics américains par des flics français... et il arrive à une conclusion, c'est que dans la police moderne, on s'amuse tellement bien entre flics qu'on pourrait très bien se passer des gangsters ». Ajoutons que les spectateurs eux aussi s'amuse bien dans cette aimable satire de notre bonne vieille police car cela correspond parfaitement à leur sens de l'humour, et allons sans remords rire aux joyeuses aventures de Michel Constantin.

REPRISE :

Les Lumières de la Ville, de et avec Charlie Chaplin. Les mésaventures d'un clochard et d'une aveugle vues par Charlie Chaplin avec la ravissante Virginia Cherrill.

Dominique PAOLI.

Arts

Van Gogh

Van Gogh fait, depuis quelques semaines, l'objet de la belle et intéressante exposition de l'Orangerie des Tuileries. C'est la collection que le Dr V.W. Van Gogh, fils de Théo et neveu du peintre, a cédé à l'Etat néerlandais.

Vincent est né en 1853 dans le Brabant hollandais, d'une famille de pasteurs. Il a un caractère difficile, et sa vie ne sera que désenchantements, l'amour qu'il éprouvera pour les êtres ne lui sera pas rendu, il utilisera alors la peinture comme moyen d'expression pour entrer en contact avec les hommes. Après deux terribles déceptions, il se repliera sur lui-même, et seule la correspondance avec son frère Théo nous éclairera. La période de peinture proprement dite dure dix ans, de 1880 à 1890. Nous avons ici des œuvres du tout début, tels : « Les mangeurs de pommes de terre », de teinte verdâtre, sombre sépulcrale, mais au dessin solide et marqué ; à partir d'ici commence pour nous le cheminement de la palette qui atteindra des teintes vives, majestueuses et éclatantes mais qui ne rayonneront pas (**Le sèmeur**, 1888).

Malgré ces tons vifs, le caractère dominant est la tristesse, une atmosphère lourde, angoissante pèse sur toutes les toiles.

Les tiges et les branches sont torturées, nouées, comme secouées par un terrible tourbillon, rien n'est calme, tout est en mouvement, les nuages comme les hommes, tout est exalté et profondément solitaire. Cette torsion des arbres et des objets est de plus en plus marquée : (Vigne avec paysanne, 1890), en est un frappant exemple. Partie de l'influence des néo-impressionnistes, la touche devient de plus en plus impulsive, violente, la pâte de plus en plus épaisse atteint une forte densité (**Château d'Auvers**, champ de blé au faucheur). Dans certaines toiles (**Jardin de l'hôpital**, 1890), les tons seront assourdis. Cette exposition nous présente en Van Gogh un très grand dessinateur (Tisserand, la boulaie...). Celle-ci se termine par le saisissant tableau « **Champ de blé aux corbeaux** » dans lequel on sent la tristesse et la solitude de la pauvre vie de Van Gogh.

Son œuvre est marquante de ce drame et de ce désespoir constants qui le mèneront à attenter à ses jours en juillet 1890, et c'est d'abord en amateur mais aussi en humain que l'on se rendra à l'Orangerie. (Jusqu'au 10 avril.)

Anne RICHARD.

La souscription de la Renaissance

La Nouvelle Action Française a montré la possibilité de mener un combat d'A.F., fidèle à l'esprit du nationalisme français, mais ouvert aux réalités contemporaines et dégagé des vieilles ornières. Elle doit maintenant développer son action, continuer son implantation, et ceci nécessite des moyens financiers accrus. Soucieux de préserver notre indépendance vis-à-vis du gouvernement ou des partis politiques, nous nous tournons vers nos lecteurs et une fois de plus nous vous faisons confiance. Nous savons que nous serons entendus et que vous continuerez à nous donner le soutien constant que vous nous avez apporté depuis que la N.A.F. a été lancée.

Cdt de Rodellec du Porzic, doyen des maires de France, 65 F; M^{me} J. Chaumette, 10 F; M. H. Perrin, 120 F; Bravo pour l'Enquête, 300 F; P. Allienne, 20 F; O. Bertrand, 125 F; I. Minoret, 200 F; Remis aux vendeurs Versailles, 10 F; Ph. Dillman, 50 F; Laffont, 20 F; M^{me} Kushner, 20 F; Alexis Langlois, 65 F; Michel Finas, 50 F; Fédération de l'Aube, 70 F; Pour le procès, 1.000 F; P. Arvis, 10.000 F; M^{me} Sallier, 15 F; Remis aux vendeurs à la messe Maurras, 200 F; Ryckebusch, 10 F; Anonyme Indre-et-Loire, 400 F; Descours, 95 F; Isambert, 100 F; Dalmas, 10 F; Remis aux vendeurs à Bagnolet, 100 F; Dulondel, 100 F; Quête pour le procès Angoulême, 110 F; Fréaud, 250 F; F. Guerry, 10 F; J. Beaume, 500 F; Section de Lyon, 150 F; Etudiants du 7^e, 130 F; De Ravel, 200 F; Mathan, 25 F; En souvenir de L.O. de Roux, 1.000 F.

Total de cette liste	15.510 F
Total précédent	6.842 F
Total général	22.352 F

Dépositaires

LA "N.A.F." EST EN VENTE :

AUBE

Au Longchamp, rue de Paris, Arcy-sur-Aube.
Sporting Bar, Chaource.
Librairie Collin Noël, 50, Grande-Rue, Vendeuvre.
A la Civette, place-Maréchal-Foch, Troyes.

VAR

Librairie D'Amalric, avenue de la Mer, Six-Fours.

SARTHE

La Broceliande, 21, rue de la Reine-Bérangère (vieille ville).

GRENOBLE

France-Agence, place Victor-Hugo.
K'Store, cours Berriat.

PARIS

Dans nos locaux.
Lamblot, 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 1^{er}.

Pour la croissance de la NAF

Des esprits chagrins nous promettaient deux mois d'existence au moment du lancement de la *Nouvelle Action française*. Les deux mois ont passé, puis d'autres et nous sommes tout près de notre premier anniversaire. Les esprits chagrins avaient de bonnes raisons de nous souhaiter cette prompte disparition, eu égard à la faiblesse de nos moyens. Mais voilà, rien ne fait contre la volonté farouche de quelques-uns, lorsque l'enjeu en vaut la peine.

Non seulement la « N.A.F. » a tenu, mais elle a obtenu ses premiers succès, le nombre de ses abonnés n'a cessé de croître régulièrement, le dernier mois a même vu doubler le rythme habituel de sa progression. Notre débat « République ou Monarchie » a un retentissement qui nous étonne nous-mêmes, dans les milieux les plus di-

vers. Des personnalités de tous les secteurs de l'opinion se passionnent pour notre entreprise.

Seulement, tout reste à faire. C'est un scandale que nous ne soyons pas plus diffusés, que notre audience soit encore trop limitée, cette audience s'accroît mais elle est loin encore de refléter l'ensemble des milieux sociaux du pays, en particulier les couches les plus actives.

Il importe donc que tous nos militants, tous nos lecteurs se mobilisent pour la diffusion la plus large de notre hebdomadaire, pour la progression de ses abonnés. Il nous faut aller très vite.

Notre premier anniversaire doit marquer une étape décisive de notre croissance.

Gérard LECLERC.

RÉUNIONS ET CONFÉRENCES

AIX

Permanence tous les jours de 13 h 30 à 18 heures et de 15 h 30 à 19 h 30, 14, rue du Bon-Pasteur.

FÉDÉRATION DU NORD

PAS-DE-CALAIS

Permanence à Lille, 37, rue Alexandre-Leleux (2^e étage), le samedi de 18 heures à 19 h 30 et le jeudi de 18 heures à 19 heures.

VERSAILLES

Permanence salle du Tribunal de l'Hôtel de Ville, le 27 février, de 15 heures à 18 heures.

PARIS XVIII^e - IX^e

Permanence café « Le Carrefour », 99, rue Ordener, 18^e, tous les mardis de 18 heures à 19 h 30. Préparation de la campagne « Sauver Montmartre » dans le cadre de la campagne « Sauver Paris ».

TROYES

Conférence de Jean-Claude Fréaud : « La République tue les professions », au restaurant « Le Butat », 50, rue de Turenne, à 20 h 30. Samedi 19 février.

BREST

M. Yvon PEN, 63 bis, rue de Lyon, 29N - Brest.

PARIS XV^e

Réunion le vendredi 18 février à 21 heures, au Café des Sports, 24, rue Alain-Chartier (métro : Convention). Conférence de Jean-Claude Botrel, responsable de la campagne « Sauver Paris ».

PARIS VIII^e - XVII^e

Réunion le mardi 22 février à 21 h, Caves Pétrissan, 30 avenue Niel, 17^e. Campagne « Sauver Paris ». Préparation de la sauvegarde du Parc Monceau.

SECTIONS VII^e - XV^e

CLAMART - ISSY - VANVES

Dîner-débat le vendredi 25 février sous la présidence de M^e G.-P. Wagner, président du Comité directeur de l'Action française, avec la participation de M^e Marc Valle, journaliste à *Combat*, Gérard Leclerc, directeur politique de la N.A.F., et Bertrand Renouvin. Thème du débat : Une nouvelle enquête.

Restaurant « Le Sélect », 5, rue du Dr - Jacquemaire - Clemenceau, Paris (15^e).

Inscription jusqu'au 20 février auprès de Pierre Arvis, 199, rue de Lourmel, Paris (15^e). Téléphone : 531-90-20.

Prix du couvert : 35 F.

Etudiants : 25 F.

ABONNEZ-VOUS A LA N.A.F.

(Hebdomadaire royaliste)

Je, soussigné (nom)
demeurant (rue) n°
à (ville) (département)
souscris un abonnement d'un an à la « N.A.F. » et verse la somme de
(Tarif normal : 35 F. — Etranger : 45 F. — Etranger avion : 75 F)

● chèque postal joint (C.C.P. N.A.F. Paris 642-31)

● chèque bancaire joint

● mandat-lettre joint

Date et signature :

Qui nous rendra les feux de la St-Jean?

III - Pour que renaisse la fête

Nous n'avons pas le loisir de reprendre le grand débat de l'art dionysiaque et du socratisme exposé par Nietzsche, avec tant de génie (même si les philosophes et les historiens ont toutes raisons d'en récuser les fondements scientifiques). Pourtant il est absolument déterminant dans cette question de la fête qu'un rationalisme desséchant refoule impitoyablement tandis que le démon de l'instinct pur la rend sauvage et folle. Ce débat dépasse en effet infiniment l'origine et la fin de la tragédie grecque. Posant la question esthétique, il pose celle de l'homme, de son destin, de son origine, de sa nature, de sa sensibilité. L'homme qui joue, qui chante et qui danse ne se conçoit pas en dehors de cet espace d'interrogations.

A Nietzsche, qui reproche à Socrate une monstrueuse carence du sens mystique parce que chez lui la nature logique est développée à l'excès par superfétation, Maurras répond comme en écho pour dénoncer la barbarie qui commence lorsque l'animal sensible se préférant au raisonnable prétend décider par lui-même de ses chemins. Va-t-on reprocher pour autant un antimysticisme borné au poète de la « musique intérieure », au voyant qui fait appel à ce commandement des sauvages profondeurs naturelles où les Anciens plaçaient la genèse d'un songe, l'avertissement d'un démon. Ce ne serait possible que si le raisonnable devenait un rationnel ratiocinant, une logique étrangère à la vie, au mystère.

Nietzsche formule ainsi la loi suprême du socratisme esthétique qui pour lui a tué l'art véritable : « Pour être beau, tout doit être raisonnable. » Mais cette formule pourrait bien être la perversion de ce principe que le beau remplit de joie l'intelligence parce qu'il est de nature intellectuelle même s'il réside dans le sensible. Rationaliste, vitaliste ou matérialiste, l'erreur n'est jamais qu'une perception étriquée, réductrice de la réalité et donc myope face au mystère de l'homme, de sa connaissance, de son instinct, de son art. L'erreur sur le beau a pour origine ce défaut de perception.

Mais comme tout se tient, l'erreur de perception se lie à une Weltanschauung : elle est déterminée par une philosophie préalable. Derrière le Nietzsche de *La naissance de la tragédie*, il y a toute la philosophie de Schopenhauer, cette réaction forcenée contre l'idéalisme dialectique de Hegel.

Comprenant cela, nous ne nous éloignons pas du problème de la fête. La fête est en étroite dépendance de la « Weltanschauung » d'un peuple, de ses croyances, de ses fantasmes et de ses rêves. Contre tous les marxismes, Maurice Clavel, dans son livre *Qui est aliéné*, affirmait avec une joyeuse audace que l'infrastructure de toute civilisation tient dans l'inconscient culturel, c'est-à-dire le fond religieux, métaphysique, intellectuel qui façonne l'âme des peuples. Précisément, cet inconscient culturel, cette âme d'un peuple se révèle dans les célébrations communautaires. Dis-moi comment tu te réjouis et je te dirai quelle est ton âme.

De là évidemment se déduit l'importance de la tradition puisqu'elle constitue la mémoire spirituelle des communautés humaines, de la tradition religieuse en particulier puisque toute fête culmine dans un rite, dans une liturgie. Ce n'est pas pour rien que le christianisme des origines s'est employé à « baptiser » les anciennes fêtes païennes. La vie s'en est trouvée changée, Jésus-Christ ayant aboli le culte de Dionysos. C'en était fini des saturnales et des cultes délirants de tous les parfums de l'Orient.

Pourtant, le fait qu'ainsi soient abolis les cultes sauvages n'implique pas que la part sensible, sensitive, végétative de l'homme soit niée. La religion, en purgeant l'âme de certaines passions et de certains fantasmes, libère l'intelligence qui doit commander à l'animal sensible, nullement l'abolir, encore moins l'ignorer. Intellectuel un peu paumé dans mes bouquins, il m'a fallu l'expérience de l'Afrique pour découvrir cette évidence que le génie de la danse est consubstantiel au genre humain, ce qui m'a fait comprendre pourquoi elle

n'était pas étrangère aux premières liturgies chrétiennes. Les facultés inférieures étant commandées par les supérieures, alors la fête peut se donner libre cours.

Je sais un coin de la forêt de Brocéliande, où depuis deux ans les feux de la Saint-Jean ont été ranimés. Une volonté ferme a suffi pour soulever l'enthousiasme de la jeunesse (et pas seulement de la jeunesse) des villages d'alentour. Cela s'est passé comme autrefois : on a commencé par la récitation du chapelet, puis on a chanté une vieille complainte du pays gallo et l'on a dansé jusqu'à l'aube.

Pourquoi ne ranimerions-nous pas les feux de la Saint-Jean à travers toutes les provinces françaises ? Traditionalistes puisant dans l'héritage de nos communautés, nous pourrions apporter ce que les gauchistes n'ont pas encore découvert faute d'avoir été éclairés. Il est toute de même un peu violent que Glenmor, en Bretagne, Marti, en Languedoc, apparaissent liés au mouvement révolutionnaire classique, celui qui du passé entend faire table rase, alors que leur génie propre tend à révéler au peuple son identité fondamentalement liée à son passé historique et culturel !

Bien sûr notre traditionalisme est vivant, il n'est pas crispé sur un passé mort ; il n'est que la condition d'épanouissement de toutes nos possibilités d'invention, de création. A travers tout ce pays c'est une armée de troubadours vraiment créateurs qui devrait se lever pour rendre vie à l'âme profonde de nos provinces. Bien sûr, le régionalisme ne se ramène pas comme on le dit dédaigneusement au « folklore », mais il serait absurde de vouloir l'ignorer. Bien au contraire la fête, telle que nous la voulons, pourrait bien être le moyen privilégié qui permette aux hommes de ce temps de reprendre conscience de leur identité, de leur appartenance à une communauté, de leur qualité d'héritiers.

Alors aux militants d'« A.F. » de réinventer la fête !

Gérard LECLERC.

Le couple France-Espagne

Généralement, la question des rapports franco-espagnols se trouve obscurcie sous l'effet des passions idéologiques. Pourtant rien ne fera qu'entre les deux nations latines une étroite parenté d'esprit, une communion aux mêmes sources de civilisation, des intérêts politiques communs ne les prédisposent à une coopération naturelle. M^{re} Louis Guitard, dans une brillante conférence prononcée d'abord à Madrid puis à Paris, a su rappeler cette vérité en en montrant toutes les implications si bien que c'est une leçon politique capitale pour no-

tre temps qu'entendirent Madrilènes et Parisiens.

Cette conférence a été reprise dans une plaquette dont nous ne pouvons que conseiller la lecture. Sur le problème capital de l'Europe et des relations internationales, nos lecteurs retrouveront en effet une ligne de pensée tout à fait maurrassienne. Citons ce simple passage : « La civilisation américaine n'est-elle pas, comme on le pense souvent, la fille de la civilisation européenne ?... Elle en est plutôt une redoutable altération — et elle devrait nous faire

comprendre les dangers que courrait l'Europe si elle renonçait à son histoire pour abolir ses bénéfiques particularités et dissoudre ses entités nationales dans un magma qui n'aurait plus de nom. »

Ecrivant cela, M^{re} Guitard ne se montre-t-il pas véritable Européen ?

G. L.

Le couple France-Espagne dans le monde d'aujourd'hui. Jérôme Martineau, éditeur. (En vente aux bureaux de la « N.A.F. », franco 11 F.)